

unité praxis

Solidarität, Austausch, Wirkung –
aus Sicht der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit
Solidarité, échange, impact –
points de vue de la coopération
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Frauen verändern die Welt Les femmes changent le monde

Im Einsatz für die Gleichstellung der Geschlechter
Engagement pour l'égalité des genres

INTERVIEW Page 6

**Marina Carobbio
Guscetti sur
l'équité sociale**

REPORTAGE Seite 11

**Gender im Alltag –
Frauen in der PEZA
erzählen**

REPORTAGE Seite 15

**Frauenrechte
sind keine
Luxusgüter**

STUDIE Seite 20

**Die Wirkung
von Personal-
einsätzen**

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL



Frauen verändern die Welt
Les femmes changent le monde

La perspective de genre doit être présente dans tous les projets

Page 6

Carton jaune: Egalité des genres – un élément clef pour un développement durable

Page 10

Unterschiedliche Kontexte – ähnliche Themen

Seite 11

Frauenrechte sind keine Luxusgüter

Seite 15

FORSCHUNG, KOLUMNEN, NETZWERK
RECHERCHE, OPINIONS, RÉSEAU



Wirksamkeit & Kompetenzentwicklung

Efficacité & gestion des compétences

Conférence annuelle des organisations internationales de coopération volontaire

Page 19

Wirkungserfassung in der Personellen Entwicklungszusammenarbeit

Seite 20

IN KÜRZE BRÈVES

Publikationen
Publications

Seite Page 23

Foto links Nationalrätin Marina Carobbio Guscetti im Parlament, zvg

Foto rechts Schulsport in Gaoual, Guinea, SAM global, Foto Andreas Zurbrügg

Promouvoir l'inclusion, c'est déjà être inclusif soi-même



Raji Sultan,
Secrétaire général

Photo Unité

Parvenir à l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et les filles est un objectif à part entière de l'agenda 2030 pour le développement durable. A ce titre, ces dernières années, de nombreux États, ainsi que des ONG, ont intégré à leurs programmes de développement des stratégies pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Ces approches sont nécessaires, car les femmes et les filles constituent toujours un groupe plus vulnérable à la pauvreté et à la violence.

Pour assurer la pleine inclusion des femmes, il est nécessaire d'agir sur les dynamiques de pouvoir. C'est pourquoi, en tant qu'organismes actifs dans le développement, nous devons premièrement nous poser la question de la place que nous donnons aux femmes, et aux organisations partenaires qui les représentent, dans nos programmes de développement. Quel part de nos stratégies de développement – concernant leur planification, leur gestion et leur mise en œuvre – peuvent s'approprier les femmes du Sud? Quelles dynamiques de pouvoir affichons-nous? Force est de constater, que nous ne sommes pas encore là où nous devrions être. Premièrement, car les considérations des communautés locales du Sud peinent encore à prendre le pas sur celles des bailleurs de fonds du Nord à une époque où ceux-ci exigent à nouveaux que les résultats de la coopération bénéficient à leur politique intérieure. Deuxièmement, car l'égalité entre hommes et femmes est encore loin d'être une réalité ici en Suisse, comme en témoigne dans ces pages la Conseillère nationale Marina Carobbio Guscetti.

La coopération par échange de personnes qui place au centre le renforcement des capacités d'acteurs locaux et le dialogue d'égal à égal a un rôle à jouer pour promouvoir le développement inclusif. Mais, la route entre la théorie et la pratique n'est pas rectiligne comme en témoignent nos reportages. C'est pourquoi nous avons également développé au sein de notre association une nouvelle méthode de mesure des effets qui donne la parole aux partenaires et communautés locaux.

Debuhme Philippe Baumann, alias Debuhme, est un illustrateur et dessinateur de presse fribourgeois. Membre de Cartooning for peace, il dessine pour le journal Vigousse et réalise en 2018 sa première bande dessinée «De la nécessité d'avoir un ours chez soi».

Emma McGeachy ist Soziologin und spezialisierte sich auf Kriminologie, nachdem sie selber Opfer einer Vergewaltigung geworden war. Aktuell absolviert sie im Rahmen von Eirene einen Einsatz in Uganda, wo sie die lokale NGO HANDLE im Kampf gegen genderbasierte Gewalt unterstützt.

Flurina Derungs leitet die Internationale Geschäftsstelle von FriedensFrauen Weltweit. Seit Jahren engagiert sich die Soziologin für Frauenrechte und die Gleichstellung der Geschlechter – so in der EZA in Ostafrika, als Gleichstellungsbeauftragte sowie in Lehre und Forschung.

Gabriela Neuhaus ist freie Journalistin und Filmemacherin. Seit 1997 ist sie Mitinhaberin der Produktionsfirma Offroad Reports GmbH in Zürich. Sie filmt und publiziert regelmässig über soziale und kulturelle Themen sowie zu Fragen der Entwicklungszusammenarbeit.

Judith Somda ist Programmkoordinatorin für die NGO E-CHANGER in Burkina Faso. Nach ihrem Studium in Ouagadougou absolvierte die Soziologin ein Zusatzstudium in Entwicklungspolitik in Genf.

Marina Carobbio Guscetti, Médecin de profession, co-présidente d'AMCA et parlementaire socialiste (Tessin) au niveau national depuis 2007, elle exercera la fonction de présidente du Conseil national pour la période 2018–2019.

Marta Pello García ist Landeskoordinatorin von COMUNDO in Bolivien. Bereits während ihres Studiums in Deutschland fokussierte sie sich auf Genderfragen und amtierte u.a. als studentische Gleichstellungsbeauftragte.

Milka Santos ist Leiterin des Heilsarmee-Sozialwerks in Brasilien. Seit Jahren setzt sich die Sozialarbeiterin und Pastorin für Menschen in Gewalt- und Risikosituationen ein.

Nicole Maron ist Journalistin, Erwachsenenbildnerin und Fachperson bei COMUNDO. Sie leistet einen Einsatz bei der Partnerorganisation Acovicruz in Bolivien. Zuvor arbeitete sie als Deutschlehrerin und schrieb für verschiedene Medien.

Sergio Ferrari est journaliste. Il collabore notamment avec Swissinfo et «Le Courrier», ainsi qu'avec de nombreux journaux Latino-Américains. Depuis près de quarante ans, il s'engage pour l'organisation E-CHANGER.

© 12.2018

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit
Association suisse pour
l'échange de personnes
dans la coopération
au développement
Rosenweg 25, 3007 Bern
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von
Unité, erscheint zweimal jähr-
lich und informiert aus dem
Blickwinkel der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit
über aktuelle Themen.

Le Magazine d'Unité, «Praxis»,
paraît deux fois par an et par-
tage des points de vue de
la coopération par l'échange
de personnes sur des thèmes
actuels.

Redaktion Rédaction
Fernanda Gurzeler

Karikatur Caricature
Debuhme Philippe Baumann

Gestaltung Graphisme
Clerci Partner Design, Zürich

Druck Impression
Printoset, Zürich

Papier Papier
Inuit Tactile brillant white,
115g/m², 160g/m²

Auflage Tirage
800 Exemplare

Alle Rechte vorbehalten.
Tous droits réservés.



Frauen verändern die Welt

Les femmes changent le monde

Projekt gegen landwirtschaftliche Armut,
Demokratische Republik Kongo.

Foto Heiner Heine, Mission21

La perspective de genre doit être présente dans tous les projets

Un nouveau paradigme de société – nécessaire tant pour la Suisse que pour la planète – doit intégrer non seulement la redéfinition de l'équité sociale, mais aussi la place des femmes. C'est l'avis de Marina Carobbio Guscelli, militante associative et féministe, conseillère nationale et co-présidente d'AMCA.

Interview

Sergio Ferrari

Date de l'Interview

Septembre 2018

Photos

màd Marina Carobbio Guscelli / Sergio Ferrari



Marina Carobbio Guscelli au Parlement.

Pourriez-vous préciser ce que signifie pour vous le féminisme ou « être féministe » ?

Marina Carobbio Guscetti (MCG) Plus qu'une question de sexe, il s'agit de valeurs et d'un choix de société. Mieux encore, je dirais que c'est une opportunité. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de penser à l'égalité des chances entre hommes et femmes, mais aussi à la non-discrimination de secteurs et de minorités. Cela implique la perspective d'un changement de paradigme de la société et de la manière de concevoir le pouvoir. Bien qu'il y ait des femmes actives dans le monde politique, le patriarcal et le masculin continuent de prévaloir. Je dirais aussi que le féminisme est une vision, avec un bien-fondé global. Il tente de répondre à un problème transversal qui existe aussi bien en Suisse qu'en Europe, ou au Nord et au Sud.

Le féminisme et l'équité planétaire seraient donc les deux faces d'une même médaille ?

Sans aucun doute. On ne peut pas les séparer. Selon mon expérience personnelle, si nous proclamons la justice sociale, nous devons obligatoirement intégrer le féminisme dans la lutte contre tous les types de discrimination. Quant à la relation Nord-Sud, dans les pays dits « pauvres » ou « en développement », une part essentielle des grands sacrifices quotidiens retombe sur les épaules des femmes.

En Suisse, nous vivons, entre autres, le phénomène de la précarisation des femmes, qui motive, par exemple, la lutte pour l'équité salariale. Un exemple significatif en est la mobilisation nationale du 22 septembre dernier. Dans le Sud, ce sont les femmes qui relèvent les défis essentiels, assurant souvent la survie de toute la famille. Ce sont elles les principales actrices de leurs propres revendications et les artisanes de batailles quotidiennes très diverses ...

Faire face à tout type de discrimination implique une vision large et intégrative du féminisme. Si large qu'elle inclut aussi les hommes ?

Oui. En effet, les hommes jouent un rôle important. Ils doivent être associés à cette lutte commune pour une société plus juste, solidaire et non discriminatoire. Il faut leur expliquer, les convaincre, leur montrer les avantages de l'équité. Ce nouveau modèle de société doit être construit par nous tous ensemble.

Défis mondiaux communs ... En tant que co-présidente d'AMCA – ONG présente dans le Sud – comment cette perspective de genre se retrouve-t-elle dans l'activité quotidienne de votre organisation ?

Il y a beaucoup de manières et d'exemples. Nous venons d'actualiser la Charte des principes d'AMCA en renforçant la perspective de genre. En outre, si nous examinons la structure elle-même, nous constatons qu'il y a essentiellement des femmes au sein du secrétariat où elles jouent un rôle central dans l'activité de notre organisation. Le comité comporte une bonne participation féminine et nous sommes deux co-présidentes. Les femmes sont également nombreuses au sein des coopérant-e-s et praticien-ne-s suisses du développement qui ont travaillé et travaillent aujourd'hui dans le Sud. Dans tous les projets que nous soutenons (la plupart dans les domaines de la santé

Les hommes jouent un rôle important. Ils doivent être associés à cette lutte commune pour une société plus juste.



En haut: Marina Carobbio Guscetti après l'entretien.

À droite: Visite de Marina Carobbio Guscetti à l'hôpital Bertha Calderón Roque – un centre gynécologique, obstétrique et de néonatalogie – à Managua, au Nicaragua.



et de l'éducation), nous essayons de faire en sorte qu'il y ait une claire perspective de genre, avec les rôles centraux attribués aux femmes. Cette priorité féminine est au cœur d'AMCA.

Avez-vous reçu d'importantes contributions de partenaires du Sud concernant la perspective de genre?

Bien sûr. J'aimerais vous donner quelques exemples. Signalons d'abord toute la contribution des promotrices historiques de projets tels que la Maison de Maternité de Matagalpa (Casa Materna), au Nicaragua. Nous leur avons rendu visite en avril de l'année dernière. Nous étions cinq femmes du comité d'AMCA, accompagnées de nos filles et fils, âgé-e-s de 6 à 13 ans. Ce fut une expérience émouvante. Nous avons découvert la conviction et la fierté de ces femmes, lorsqu'elles nous ont affirmé leur droit de connaître des naissances sans danger et de ne pas risquer de mourir en couches. Leur profonde sagesse empirique, leurs convictions de vie et leur combat des années durant pour cette maison de Maternité, un concept maintenant repris par l'Etat dans différentes régions du pays, nous ont emplies d'admiration.

D'autre part, nous avons rencontré de jeunes professionnelles de la santé – médecins, infirmières, psychologues – avec de hauts niveaux de responsabilité dans le système national de santé. Elles nous ont fait part, avec beaucoup de conviction également, de leurs connaissances, de leurs projets et priorités, en se basant sur le droit fondamental de la population à la santé et à l'accès aux plans de prévention et de soins. Sans sous-estimer, en outre, l'apport en connaissances et expériences transmises par les femmes des pays d'Amérique centrale qui ont joué un rôle capital dans les projets que l'AMCA a soutenus et continue à soutenir.

En ce qui concerne la perspective de genre, quelle est la principale leçon apprise durant ces plus de 30 ans d'existence d'AMCA?

Il ne fait aucun doute que chaque projet doit inclure une composante genre. Même si ces projets sont très spécifiques, la perspective de genre ne peut jamais être omise.

Une réflexion finale...

Je voudrais souligner l'importance de la coopération et de la solidarité internationales. C'est un fil rouge dans mon activité politique. Il faut le comprendre de deux façons : ce que nous pouvons apporter et ce que nous recevons de cet échange permanent avec nos partenaires du Sud, qui est énorme. En 2019, la coopération et la perspective de genre seront au centre de mon activité en tant que présidente du Conseil national. ■

En 2019, la coopération et la perspective de genre seront au centre de mon activité en tant que présidente du Conseil national.

Dans cette rubrique, un sifflet est confié à un invité. Pour ce 7^{ème} numéro, **Flurina Derungs**, directrice de Femmes de Paix Autour du Monde, brandit le carton jaune.

Egalité des genres – un élément clef pour un développement durable



Photo Flurina Derungs

Au niveau international il est reconnu depuis longtemps, que les droits des femmes font partie intégrante des droits humains et que l'on ne pourra pas atteindre un développement durable d'ici 2030 sans l'égalité des genres. La Suisse a ratifié les standards des droits de l'homme, comme par exemple la convention de l'ONU pour les droits des femmes. Le DFAE a développé une stratégie pour l'égalité de genres et les droits des femmes qui est reprise par la DDC dans son message sur la coopération 2017-2020 comme un objectif stratégique. Par ailleurs, le quatrième et nouveau plan d'action suisse 1325, qui vise la protection contre la violence des femmes dans des situations de conflits et le soutien à leur participation aux processus de paix est sur le point d'être lancé.

Bon travail mais il reste du pain sur la planche

Jusqu'ici tout va bien. Malgré cette reconnaissance, la réalité est pourtant bien différente de par le monde : violence contre les femmes, inégalité salariale, stéréotypes basés sur le genre, travail de proche aidant non rémunéré, non-accès à la terre et aux ressources productives, femmes en fuite, formations différenciées, plafond de verre pour les femmes ayant atteint des positions dirigeantes, sort particulièrement cruel des femmes lors de conflits armés, participation politique limitée. Malgré les grands progrès constatés ces dernières décennies, la liste des domaines dans lesquels les femmes sont désavantagées demeure longue. Et cela pas uniquement dans le Sud globalisé, mais également en Suisse.

Que nous pouvons faire ?

Qu'est-ce que cela signifie pour nous qui sommes impliquées dans la coopération internationale (CI)? En tant qu'organisation de paix féministe

et réseau de femmes pour la paix, nous collaborons étroitement avec des organisations partenaires dans le monde entier. L'échange horizontal d'expériences et l'estime mutuelle sont au cœur de cette collaboration. Nos partenaires du Sud globalisé, riches d'une longue expérience, apportent leurs idées. En d'autres mots : elles savent ce qu'il faut. Prenez, par exemple, le cas des tables de paix des femmes, en Colombie, Afghanistan, RDC, Sri Lanka, Palestine, Pakistan, Philippines et dans de nombreux autres pays. Ces plateformes assurent une voix aux femmes quant à leurs attentes en matière de paix et de reconstruction. Ou pour faire pression sur les gouvernements, afin que le droit des femmes à participer au processus de paix soit avalisé. Sans femmes, pas de paix!

Plusieurs organisations de la CI – mais de loin pas toutes – ont reconnu que les différences entre les genres constituent l'un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté. Elles connaissent les politiques de genre, ainsi que les aide-mémoires pour intégrer le concept de genre. Elles ancrent de manière systématique la perspective de genre dans leurs programmes et leurs projets, ou conduisent des projets spécifiquement centrés sur la question de genre dans des domaines où le genre est un désavantage. Ainsi, une compétence en matière de genre et une réflexion critique sur l'intervention en fonction du genre sont des aspects d'une compétence d'action indispensable pour les professionnels de la CI. C'est uniquement ainsi qu'un monde affranchi de la pauvreté, la faim, la maladie, la violence, la discrimination et du besoin deviendra réalité comme il est formulé dans l'Agenda 2030. ■

Unterschiedliche Kontexte – ähnliche Themen

Text
Gabriela Neuhaus

Fotos
COMUNDO /
EIRENE /
E-CHANGER

Was unterscheidet die Arbeit der Frauen in der PEZA von jener ihrer männlichen Kollegen? Eine schwierige Frage, die differenzierte Antworten erfordert. Eine Spurensuche.

In Bolivien gibt es eine sehr aktive feministische Szene und zahlreiche unabhängige Frauen, die sich sozial und politisch engagieren.

Nicole Maron (rechts), COMUNDO



«Für viele ist die Gender-Perspektive eine Luxussache – für mich hingegen ist sie grundlegend», stellt Marta Pello García kurz und bündig fest. Die Landeskoordinatorin von Comundo in Bolivien engagiert sich für eine konsequente Umsetzung dieser Perspektive. Etwa bei den regelmässigen Treffen mit ihren Teams und Fachpersonen: «Jedes Mal bringe ich einen Input – so bestehe ich etwa darauf, dass bei Datenerhebungen zwischen Frauen und Männern unterschieden wird. Oder ich zeige auf, wie wichtig eine gendergerechte Sprache ist.» Das seien zwar kleine, aber wichtige Schritte. Denn heute würden Absichtserklärungen in Sachen Gleichstellung und die Realität weit auseinanderklaffen. Sogar bei der eigenen Organisation: Zwar freut sich Marta, dass Comundo dieses Jahr «Gender» zum wichtigsten Querschnittsthema erklärt hat. Gleichzeitig gibt sie zu bedenken: «Woher bekommen wir die Ressourcen für eine wirkungsvolle Umsetzung? Bis jetzt ist das Gender-Engagement immer noch etwas, für das wir uns neben unserer übrigen Arbeit einsetzen.»

Absichtserklärungen und die Realität klaffen weit auseinander.

Marta Pello García, COMUNDO



Grosse Unterschiede

Was die Rolle der Frauen in Bolivien anbelange, müsse man differenzieren, wendet die Journalistin und Erwachsenenbildnerin Nicole Maron ein. Sie arbeitet im Rahmen eines Comundo-Einsatzes bei der bolivianischen Nichtregierungsorganisation (NGO) Acovicruz in Santa Cruz und sagt: «Es gibt grosse Unterschiede zwischen Land- und Stadtbevölkerung, ökonomische Unterschiede sowie Unterschiede zwischen der indigenen und der nicht-indigenen Bevölkerung.» Mit Blick auf die gesamte Gesellschaft stellt aber auch sie fest, dass viele Bolivianerinnen laut eigenen Aussagen unter dem Machismo leiden. So sei es zum Beispiel keine Seltenheit, dass auch Frauen mit guter Ausbildung nicht ausser Haus arbeiten oder nicht ausgehen können, weil es der Mann oder die Familie verbietet. Nichtsdestotrotz gebe es in Bolivien eine sehr aktive feministische Szene und zahlreiche unabhängige Frauen, die sich sozial und politisch engagieren.

Trotzdem sind Kaderstellen in Frauenhänden auch in Bolivien eher selten. Als leitende Koordinatorin müsse sie sich schon ab und zu erklären, meint Marta mit einem Augenzwinkern, während Nicole sagt, sie habe bei ihrer konkreten Arbeit noch nie das Gefühl gehabt, sich weniger durchsetzen zu können oder weniger respektiert zu werden, weil sie eine Frau sei. Sie spüre aber immer wieder, dass sie in gewissen Kontexten von vornherein überbewertet werde, weil sie aus Europa komme, in anderen Kontexten jedoch werde sie genau aus dem gleichen Grund mit Vorbehalten wahrgenommen. Ein Problem, das viele grundsätzliche Fragen aufwirft, wie die Journalistin ausführt: «Ich glaube, es spielt eher eine Rolle, dass ich aus Europa bin, und nicht, ob ich eine Frau oder ein Mann bin. Die Auswirkungen des Kolonialismus sowie von dessen neuen Formen sind so offenbar und omnipräsent, dass man darüber nicht hinweggehen kann, weder als Bolivianerin noch als Europäerin. Es ist nicht einfach, in diesem Kontext als Einsatzleistende eine sinnvolle und vertretbare Rolle zu finden.»



Am Anfang suchten meine Kollegen immer das Gespräch mit meinem Mann, obschon er mit dem Projekt nichts zu tun hat.

Emma McGeachy (Mitte), EIRENE

Riesige Herausforderungen

Auch die kanadische Soziologin Emma McGeachy, die zusammen mit ihrem Partner Gaëtan Bidaud während dreier Jahre einen Einsatz im Nordwesten Ugandas leistet, tut sich schwer mit ihrer Rolle: «Entscheidend ist, dass ich eine Mazungu – eine Weisse bin. Weisse haben hier einen gottähnlichen Status – egal ob Mann oder Frau.» Während Gaëtan als Ökonom in verschiedene Projekte involviert ist und für Eirene die Einsätze in Uganda koordiniert, arbeitet Emma mit der lokalen NGO HANDLE in den Bereichen Frauenförderung und Frauenrechte, mit einem speziellen Fokus auf die Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen. «Am Anfang suchten meine Kollegen immer das Gespräch mit meinem Mann, obschon er mit dem Projekt nichts zu tun hat», erinnert sich Emma. Die NGO werde von Männern geführt, was zumindest anfänglich eine Herausforderung gewesen sei. Mittlerweile funktioniere die Sensibilisierungsarbeit innerhalb des Teams aber recht gut.

Die Arbeit in der äusserst armen, vom Krieg gezeichneten Region ist schwierig. 94 Prozent der Frauen und 83 Prozent der Männer sind Analphabeten. Es gibt nur wenige Schulen, nicht selten müssen die Kinder bis zum nächstgelegenen Schulhaus über 5 Kilometer zu Fuss zurücklegen. Die gesellschaftlichen Strukturen sind patriarchalisch-konservativ, Frauen haben weder Rechte noch Besitz. Zwar gibt es auf dem Papier durchaus Fortschritte zugunsten der Frauen, doch die Realität sieht anders aus. So werden etwa Witwen regelmässig vom Land ihres verstorbenen Ehemannes vertrieben; überhaupt gibt es viel Gewalt gegen Frauen – nicht zuletzt als Folge des weit verbreiteten übermässigen Alkoholkonsums der Männer. «Manchmal sind die Herausforderungen schlicht überwältigend», sagt Emma. Wodurch sie sich aber nicht entmutigen lässt. Das Training mit 30 Bauern und Handwerkern, die zu Botschaftern für Frauenrechte in den Dörfern ausgebildet werden, komme gut voran. Die Männer seien sehr offen und kooperativ, das lasse hoffen. Selber könne sie wohl am ehesten innerhalb der Organisation, im

Ich gehöre zu den Privilegierten, deshalb ist es wichtig, dass ich mich einbringe und für die Sache der Frauen engagiere.

Judith Somda, E-CHANGER



eigenen Team etwas erreichen, schätzt Emma: «Wir haben bei HANDLE einige junge Frauen, mit denen ich sehr gerne arbeite. Ich versuche gezielt, sie in gewissen Bereichen zu fördern – ihnen zusätzliche Fähigkeiten zu vermitteln. Diese können ihnen später helfen, weiterzukommen.»

Engagement für soziale Gerechtigkeit

«In Burkina Faso herrscht in den meisten Gemeinschaften nach wie vor das Patriarchat», umschreibt die Burkinabin Judith Somda die Situation in ihrem Land. «Ich gehöre zu den Privilegierten, deshalb ist es wichtig, dass ich mich einbringe und für die Sache der Frauen engagiere.» Als Programmkoordinatorin von E-CHANGER legt sie grossen Wert darauf, dass Gender-Aspekte bei allen Aktivitäten berücksichtigt werden. «Das ist wichtig, damit wir unsere Ziele erreichen und vor allem auch, damit mehr soziale Gerechtigkeit möglich wird.» Wie in Bolivien und Uganda hat sich die Situation der Frauen auch in Burkina Faso in den letzten Jahren auf dem Papier und teilweise auch im Alltag verbessert. So besuchen landesweit fast gleich viele Mädchen wie Buben die Grundschule. In der Pubertät allerdings wendet sich das Blatt. Aus verschiedenen Gründen, sagt Judith: «Manche werden früh zwangsverheiratet, viele müssen daheim helfen oder geraten in Schwierigkeiten wegen der stark tabuisierten Menstruation, dann gibt es viele frühzeitige, ungewollte Schwangerschaften. Die Bäuerinnen haben keine Landrechte, obschon sie nebst dem Haushalt auch noch 60 bis 80 Prozent der Feldarbeit leisten und ganz allgemein für das Einkommen zuständig sind.» Bei ihrer eigenen Arbeit erlebt Judith keine Diskriminierung aufgrund ihres Geschlechts. Umso mehr will sie ihr Fachwissen und ihre Rolle als Koordinatorin nutzen, um zusammen mit ihren Partnern Veränderungen zugunsten der Frauen in ihrem Land zu ermöglichen. ■

Frauenrechte sind keine Luxusgüter

Geschlechtsspezifische Gewalt ist ein grosses Problem in Brasilien. Das Land belegt den 5. Platz bei Frauenmorden weltweit.¹ Mit Milka Santos, Leiterin des Sozialwerks der Heilsarmee in Brasilien, sprachen wir über häusliche Gewalt, Wissensaustausch und zivilgesellschaftlichen Widerstand.

Text
Fernanda Gurzeler

Fotos
Heilsarmee



Milka Santos, Leiterin des Sozialwerks der Heilsarmee in Brasilien.

Geschlechtsspezifische Gewalt zu durchbrechen, bedeutet auch, Rollenbilder zu hinterfragen.

In den letzten 20 Jahren hat Brasilien sich zu einem wirtschaftlich und politisch wichtigen internationalen Akteur entwickelt. Fortschritte wurden ebenfalls bei den Frauenrechten erzielt. Eine wichtige juristische Massnahme gegen geschlechtsspezifische Gewalt war die Verabschiedung des sogenannten Maria-da-Penha-Gesetzes von 2006, das häusliche Gewalt und Frauenmorde rigoros unter Strafe stellt.

Gesetze alleine reichen aber nicht aus. Begleitende Bildungsmaßnahmen und gezieltes Frauenempowerment sind nötig. Finanzielle und soziale Hindernisse erschweren nämlich den Ausstieg aus einer Gewaltbeziehung. Das Schutz- und Präventionsprogramm der Heilsarmee Brasiliens für Personen in einer Gewaltsituation setzt hier an. Es umfasst Aufklärung über Frauenrechte, gesunde Ernährung, Familienplanung und eine sichere Unterkunft. Ein Teil des Programms heisst «Florescer», auf Deutsch «Erblihen», und konzentriert sich auf die Prävention geschlechts-



Oben links: Teilnahme der Heilsarmee am Protest gegen Kürzungen der Gelder für Projekte im Bereich der geschlechtsspezifischen Gewalt.

Weitere Bilder: Sensibilisierungsaktivitäten des Projekts Florescer. Unten links zum Thema «Verhütung» und rechts zum Thema «Sexueller Missbrauch».

spezifischer Gewalt. Bei den Aktivitäten werden Verhaltensweisen in Familien angesprochen und Handlungsmöglichkeiten aufgezeigt – auch in Schulen. «Wir wollen diese Probleme bei den Wurzeln packen», sagt Milka Santos. Meist nehmen junge Menschen teil, die ungeplant Eltern wurden und in einer wirtschaftlich schweren Lage stecken. Das Projektteam zeigt auf, dass es auch mit Kind die Möglichkeiten gibt, finanzielle Unterstützung zu erhalten, eine Ausbildung zu machen und ein angemessenes Leben zu führen.

Rollenbilder hinterfragen

Die Erwerbstätigkeit der Frauen in Brasilien wird noch immer als komplementär zum männlichen Einkommen gewertet. Die geschlechterspezifische Trennung wurde auch in den häuslichen Pflichten beibehalten. Die Mehrheit der Arbeiterinnen hat einen dreifachen Arbeitstag: Arbeit, Haushalt und Kinder. «In all dem spiegelt sich eine verankerte Kultur des Machismo, die ihre Ursachen zu Hause in der Erziehung, in der Bildung und in öffent-

lichen Diskussionen hat», so Milka. Mit gesellschaftlichem Engagement und Sensibilisierung will sie Veränderungen bewirken. In ihren Netzwerken setzt sich die Heilsarmee für die Gleichstellung ein und leistet damit einen Beitrag dazu, die Ursachen von Gewalt gegen Frauen und Kindern aufzudecken. «Geschlechtsspezifische Gewalt zu durchbrechen, bedeutet auch, Rollenbilder zu hinterfragen. Das heisst jetzt aber nicht, dass Frauen sich ›vermännlichen‹ müssen. In unserer Weiblichkeit sind wir stark.» Es solle auch kein Kampf der Geschlechter oder der Weltanschauungen werden. Sie ist überzeugt, dass nur mit einer Zusammenarbeit echte Veränderungen erzielt werden können: «Wir müssen stärken, was uns vereint, und uns nicht von den Unterschieden verunsichern lassen. Der Grundsatz lautet, dass alle Menschen – ohne Diskriminierung – Achtung und Respekt verdienen.»

Austausch von sozialer Technologie

Diskriminierung und Gewalt sind weltweite Probleme und betreffen nicht nur Brasilien. In Bezug auf den internationalen Austausch sieht Milka deshalb einen klaren Mehrwert. In Partnerschaft mit der Heilsarmee Schweiz wird der Austausch von Fachwissen gefördert: Fachpersonen aus der Schweiz haben bereits diverse Einsätze in Brasilien geleistet, umgekehrt haben auch Mitarbeitende aus Brasilien ihr Wissen den Schweizern vermittelt. «Durch die Arbeit mit unserem Schweizer Partner haben wir von anderen Projekten gehört und neue Werkzeuge kennengelernt. Nicht alles funktioniert im brasilianischen Kontext, doch mein Wissen wurde erweitert. Wir nennen das einen Austausch von sozialer Technologie.»

Kampf dem Rückschritt

Nach der Absetzung der Präsidentin Dilma Rousseff 2016 wurden viele soziale Errungenschaften Brasiliens wieder rückgängig gemacht. Das Frauenministerium wurde aufgelöst und die Gelder für diverse soziale Programme wurden gekürzt. Was die neue rechtspopulistische Regierung von Jair Bolsonaro bringen wird, ist ungewiss. «Auf jeden Fall entwickeln wir uns rückwärts», so die Sozialarbeiterin und Pastorin. Die Kürzungen werden mit der derzeitigen brasilianischen Wirtschaftskrise begründet. «Die Botschaft der Politiker lautet: Frauen- und Menschenrechte sind Luxusgüter.» Milka unterstreicht, dass zivilgesellschaftliche Bewegungen gestärkt und institutionelle Anpassungen gefordert werden müssen. «Wir werden vielleicht nicht immer gehört, aber wir haben weiterhin das Recht zu sprechen.» ■

Wir werden vielleicht nicht immer gehört, aber wir haben weiterhin das Recht zu sprechen.

Wirksamkeit & Kompetenz- entwicklung Efficacité & gestion des compé- tences

Brainstorming am diesjährigen europäischen Treffen der International Volunteer Cooperation Organisations (IVCO) in Luzern.

Foto Fernanda Gurzeler

How significant?
10/10

? structural

Aust
Swit
Dauer
Norw
/Taly

?



Conférence annuelle des organisations internationales de coopération volontaire

Les principales organisations internationales de coopération volontaire ont débattu du développement inclusif pour les femmes et les jeunes lors de la conférence annuelle de leur réseau Forum (Forum international du volontariat pour le développement).

Texte
Raji Sultan

Photos
Mathieu-Étienne Gagnon



En haut: Le Président de Forum, Chris Eaton, et la Ministre canadienne du développement international, Marie-Claude Bibeau, ont ouvert la conférence.

En bas: La conférence IVCO a réuni plus de 150 représentants d'organisations actives dans le volontariat pour le développement.



Du 27 au 31 octobre, la conférence IVCO 2018, organisée par Oxfam-Québec et SUCO, s'est tenue à Montréal au Canada. Unité a pu notamment à cette occasion présenter ses réflexions concernant les mesures de protection à adopter pour protéger les personnes vulnérables au sein des programmes de développement. Si les différentes présentations et discussions menées durant la conférence ont mise en avant des bonnes pratiques pour favoriser l'inclusion des jeunes et des femmes, elles ont

également affiché d'importantes disparités. C'est là que le rôle de plateforme d'apprentissage mutuel de ce réseau prend son sens et c'est dans cette optique que le Forum a entrepris de développer des standards globaux pour le volontariat pour le développement. Unité s'engage pleinement dans ce processus, qui comprendra plusieurs ateliers sur les différents continents et qui sera au cœur de la prochaine conférence e du Forum qui se tiendra à Kigali au Rwanda en 2019. ■

Wirkungserfassung in der Personellen Entwicklungszusammenarbeit

Mithilfe von wissenschaftlich begründeten Methoden zeigt Unité, welche Veränderungen Personaleinsätze im globalen Süden bewirken – als ihr Beitrag an die Agenda 2030.

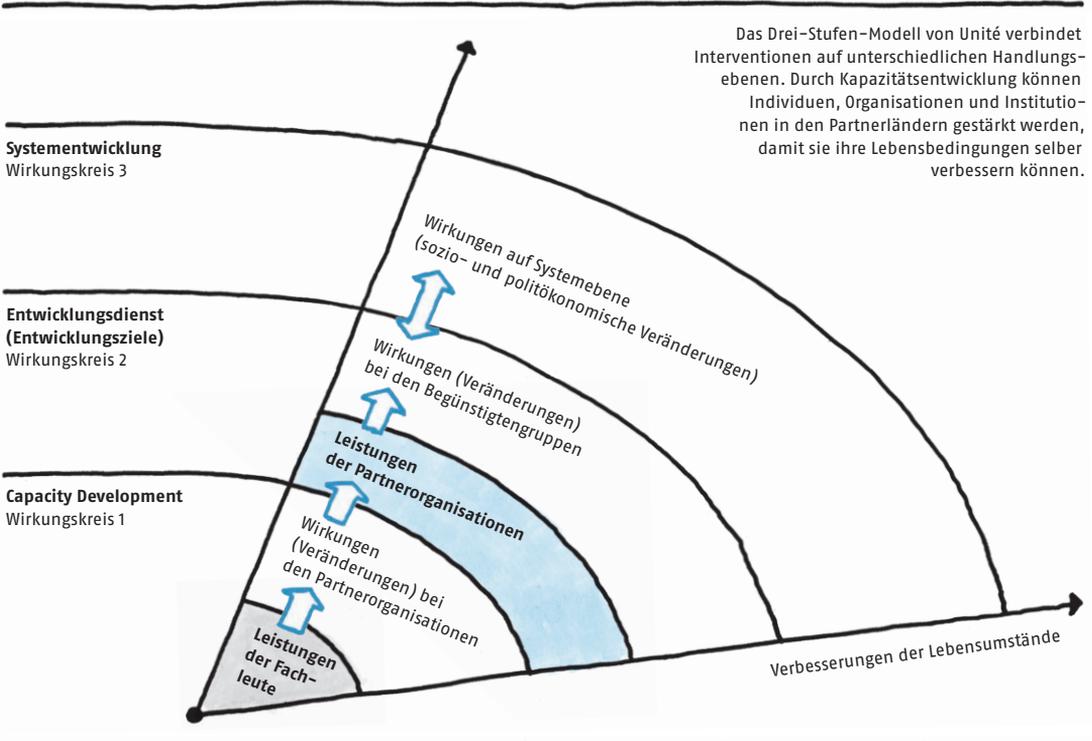
Text

Fernanda Gurzeler,
Martin Schreiber

Entsendeorganisationen stehen immer wieder vor der Frage, ob sie mit ihren Aktivitäten den angestrebten Wandel erzielen. Unité hat deshalb diverse Methoden zur qualitativen und quantitativen Wirkungserfassung von Personaleinsätzen erarbeitet.

Die Unité-Mitgliedorganisationen führen heute ihre Entwicklungstätigkeiten auf der Grundlage eines Programmansatzes durch. Personaleinsätze werden in ein kohärentes Programm integriert. Als Grundlage zur Wirkungserfassung der Einsätze im Programmrahmen dient das Drei-Stufen-Modell (siehe Grafik 1), welches auf dem Capacity-Development-Konzept basiert. Gemäss diesem Modell setzen Personaleinsätze Aktivitäten zur Stärkung von lokalen Partnerorganisatio-

Grafik 1: Erweitertes dreistufiges Wirkungsmodell von Personaleinsätzen



Quelle: Unité/SAM global.

nen um (Wirkungskreis 1), damit diese Veränderungen bei der Zielbevölkerung erzielen können (Wirkungskreis 2). Um den Wirkungsradius ihrer Arbeit zu erweitern, führen diverse Partnerorganisationen von Unité-Mitgliedern ebenfalls Tätigkeiten auf staatlicher und zivilgesellschaftlicher Ebene durch (Wirkungskreis 3). Das Zusammenspiel zwischen Individuum, Organisation, Netzwerk und System wird auch in Form eines Schmetterlings dargestellt: Jeder Flügel stellt eine dieser vier Ebenen dar (siehe Grafik 2). Fliegen kann er nur, wenn er die Bewegungen seiner Flügel aufeinander abstimmt.

Eine qualitativ-partizipative Methode

Um die Ebenen der Zielbevölkerung und des Systems besser erfassen zu können, hat Unité die United-Nations-Volunteers-Methodik zur Wirkungsanalyse¹ weiterentwickelt und in einem Handbuch beschrieben.² Es handelt sich um eine qualitativ-partizipative Methode. Aufeinanderfolgende Personaleinsätze innerhalb des Programmrahmens

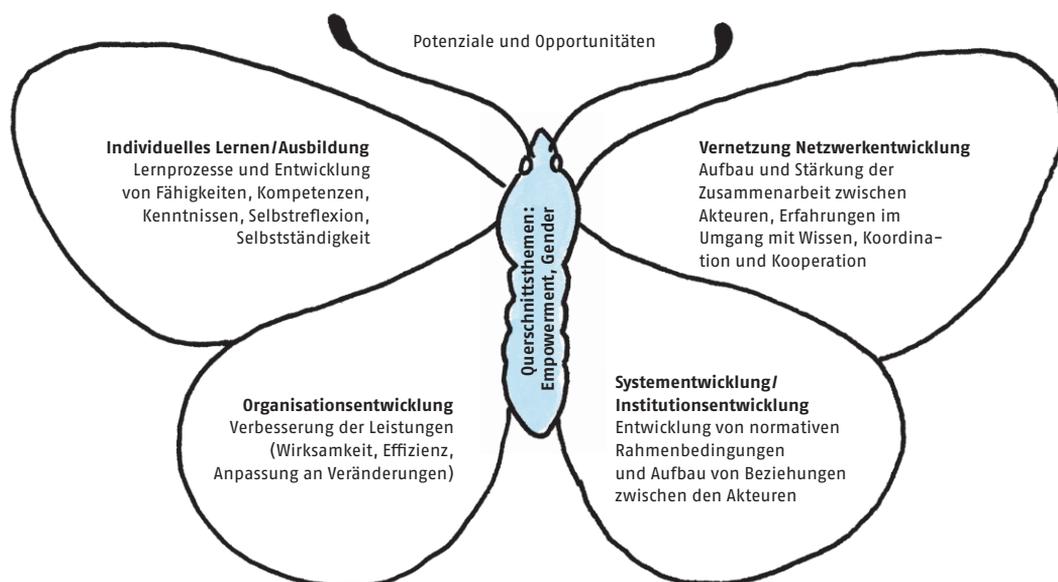
werden integriert, lokale Partner sowie Begünstigte gleichermaßen miteinbezogen – was kritisches Reflektieren und gemeinsames Lernen erlaubt.

Bei dieser Methode berichten Partner, Zielgruppen, Einsatzleistende und Entsendeorganisationen in Workshops über Veränderungen, die im Zusammenhang mit PEZA-Programmen stehen (Stories of Change). Die Informationen werden anschliessend mittels Logframe, einem weitverbreiteten Planungs- und Wirkungsmessungsinstrument in der internationalen Zusammenarbeit, und Outcome Mapping gemeinsam analysiert.

Das zentrale Konzept von Outcome Mapping ist, dass Entwicklung auf der Verhaltensänderung von Menschen beruht – Lernprozesse, Beziehungen, Handlungen und Aktivitäten der Beteiligten stehen im Mittelpunkt. Abschliessend wird eine SWOT-Analyse³ der Programme durchgeführt. Dabei werden Lehren aus der Vergangenheit für das zukünftige Handeln gezogen und Empfehlungen formuliert.

Grafik 2: «Capacity-Development-Schmetterling»

Kompetenzentwicklung von Individuen, Organisationen, Netzwerken und Systeminstitutionen in den Partnerländern führt zu Erhöhung von Autonomie, Verantwortung und Selbstbestimmung.



Eine solche Wirkungsmessung ist allerdings ressourcenintensiv und vor allem für kleinere Organisationen eine Herausforderung. Empfohlen wird sie deshalb alle vier bis sechs Jahren im Rahmen einer Gesamtanalyse zur Erfassung erreichter Veränderungen.

Für eine jährliche quantitative Analyse sammelt Unité Daten ihrer Mitgliedorganisationen in Form von Jahresstatistik und aggregierten Referenzindikatoren. Diese sind transversale rein quantitative Messgrößen, die auf die Programmleistungen der Verbandsmitglieder sowie auf den direkten Nutzen bei Zielgruppen im Süden und im Norden ausgerichtet sind.

Wirkungsvolle PEZA

Anfang 2018 führte SAM global, eine Mitgliedorganisation von Unité, eine Wirkungsanalyse in Guinea durch. Mittels der qualitativ-partizipativen Methode, basierend auf dem UNV-Modell, konnte eindeutig nachgewiesen werden, dass Personaleinsätze, insbesondere jene, die in einem Programmrahmen stattfanden und mit Infrastrukturfinanzierung einhergingen, zur Verbesserung der Lebenssituation der Zielbevölkerung beigetragen haben.

Ein konkretes Beispiel für die Wirksamkeit der PEZA in Guinea ist das Berufsbildungsprojekt im Bereich Maschinenmechanik. Im Rahmen des Projekts wurden Berufsschullehrpersonen aus der Schweiz als Fachpersonen eingesetzt, um eine duale Berufsbildung nach Schweizer Vorbild einzuführen und lokale MechaniklehrmeisterInnen und Lehrpersonen auszubilden. Im guineischen Berufsbildungssystem suchte man bis dahin vergebens nach Ausbildungspersonen, die Theorie und Praxis verbinden konnten. Aufgrund des Projekterfolgs wurde im Dialog zwischen der koordinierenden Fachperson aus der Schweiz und dem Berufsbildungsministerium eine Vereinbarung ausgearbeitet, welche die duale Berufsbildung offiziell anerkennt. Dadurch erhöhen sich Berufs- und Lebensqualität von Lernenden und LehrmeisterInnen nachhaltig, denn ihre Berufschancen und ihr Einkommen für ein unabhängiges sowie würdevolles Leben verbessern sich. Das Programm war so erfolgreich, dass die Fachperson aus der Schweiz eingeladen wurde, an einem internationalen Kongress vor mehreren afrikanischen BildungsministerInnen das duale Bildungssystem der Schweiz vorzustellen. ■

Bibliografie der verwendeten Unité-Studien:

- Egli Walter / Clément Bruno/Wehrle Beat, *Projet pilote de vérification des effets Une – qualification des espaces existants au moyen de la méthodologie proposée par UNV – United Nations Volunteers*, Fribourg, 2012
- Egli Walter, *Wirksamkeit und Wirkungserfassung in der Personellen Entwicklungszusammenarbeit*, Zürich, 2010
- Estermann Josef, *Nachhaltigkeit von Fach-einsätzen von COMUNDO im Rahmen der Personellen Entwicklungszusammenarbeit in Lateinamerika*, Luzern, 2017
- Gmünder Reto, *Atelier participatif d'identification des effets au sein de la Mission évangélique au Tchad – Expérimentation d'une forme abrégée de la méthodologie UNV – United Nations Volunteers*, Bern, 2018
- Flisch Sarah, *Handbook for Impact Assessment of Development Workers on Partner/Assignment, Sector and Programme Level*, Knonau, 2017
- Zurbrügg Andreas / Schreiber Martin, *Wirkungsanalyse Guinea – SAM global*, Winterthur, 2018

Diese und weitere Studien finden Sie auf www.unite-ch.org/de/studien

- 1 UNV, *A Participatory Methodology for Assessing the Contribution of Volunteering to Development. A Handbook for Volunteers and Programme Officers*, 2008.
- 2 Flisch Sarah, *Handbook for Impact Assessment of Development Workers on Partner/Assignment*, 2017.
- 3 Engl. Akronyme für Stärken, Schwächen, Chancen und Risiken.

Publikationen Publications



Diskussionsrunde am diesjährigen europäischen Treffen.



Bericht zum vierten europäischen Treffen der International Volunteer Cooperation Organisations (IVCO)

Zwischen dem 28. und 30. Mai 2018 fand das europäische Treffen der International Volunteer Cooperation Organisations (Forum) erstmals in der Schweiz statt. 40 Teilnehmende aus 30 Entwicklungsorganisationen und 13 Ländern haben teilgenommen, inklusive die DEZA. Beim Treffen standen ethische Fragen rund um die Personelle Entwicklungszusammenarbeit, Standards für Personaleinsätze sowie Wirkungsanalysen im Vordergrund. Die Zeitschrift Voluntaris hat in der Ausgabe 02/2018 den Bericht zum Treffen veröffentlicht. ■

Weitere Informationen:
www.voluntaris.nomos.de

Texte links und Mitte Unité
Foto Marcel Kaufmann, COMUNDO
Text und Abbildung rechts
Plattform Agenda 2030

Wirkungsanalyse von SAM global in Guinea

Im Frühling 2018 führte SAM global in Zusammenarbeit mit Unité eine Wirkungsanalyse des Landesprogramms von SAM global in Guinea durch. Mittels einer qualitativ-partizipativen Methode, basierend auf dem United-Nations-Volunteers-Modell zur Wirkungserfassung, zeigt die Studie auf, welche Veränderungen das Landesprogramm während der letzten Jahre bewirkt haben.

Gemäss den Autoren fanden dank Personaleinsätzen und anderen Programmmaßnahmen Verbesserungen der Lebensqualität und Verhaltensänderungen bei der Zielbevölkerung statt. Die Studie unterstreicht insbesondere, dass Personaleinsätze ihre Wirkung vor allem dann voll entfalten können, wenn sie in einem Programmrahmen stattfinden und von Infrastrukturfinanzierungen begleitet werden. ■

Download:
www.unite-ch.org/de/studien

Zivilgesellschaftlicher Bericht zur Umsetzung der Agenda 2030

Die Plattform Agenda 2030, bestehend aus 40 Organisationen aus der Schweizer Zivilgesellschaft – Unité ist eine davon – hat im Juli 2018 den Bericht «Wie nachhaltig ist die Schweiz? Die Umsetzung der Agenda 2030» präsentiert. Dieser beinhaltet eine fundierte Auseinandersetzung mit dem Stand der Umsetzung der UNO-Agenda 2030 in der Schweiz und durch die Schweiz. Elf Empfehlungen zur Umsetzung der Agenda 2030 werden gemacht. Nebst der Respektierung der planetaren Grenzen und der Menschenrechte fordert die Plattform insbesondere ausreichende Ressourcen für die Umsetzung, eine starke institutionelle Verankerung der Agenda 2030 innerhalb der Bundesverwaltung, die Ausrichtung der Legislaturpläne an der Agenda 2030 sowie die Stärkung der politischen Kohärenz für nachhaltige Entwicklung. ■

Download:
<https://plattformagenda2030.ch/>



Über uns

Seit mehr als fünfzig Jahren setzt sich Unité, der Schweizer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit, für die Verbesserung der Qualität der Facheinsätze im Freiwilligenstatus durch Standardsetzung, Evaluationen, Studien sowie Unterstützung und Weiterbildung ein. Er besteht aus zwanzig Mitgliedorganisationen. In Partnerschaft mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) engagiert sich der Verband für eine wirksame, nachhaltige und gerechte Zusammenarbeit mit den Südpartnern.

649 Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit wurden im Jahr 2017 durchgeführt.

In **58** Ländern unterstützten sie lokale Partner.

A propos

Depuis plus de cinquante ans, Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, veille à la qualité des engagements de volontaires au travers de standards, évaluations, appuis institutionnels, études et formations. Elle est formée d'une vingtaine d'organisations membres. En partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), elle s'engage en faveur d'une coopération efficace, durable et équitable avec les partenaires du Sud.

649 affectations de coopération par l'échange de personnes ont été menées en 2017.

Dans **58** pays, elles ont soutenu des partenaires locaux.

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit

Rosenweg 25, 3007 Bern
Telefon +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org

Unité
Association Suisse pour l'échange
de personnes dans la coopération
au développement

Rosenweg 25, 3007 Berne
Téléphone +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org

